



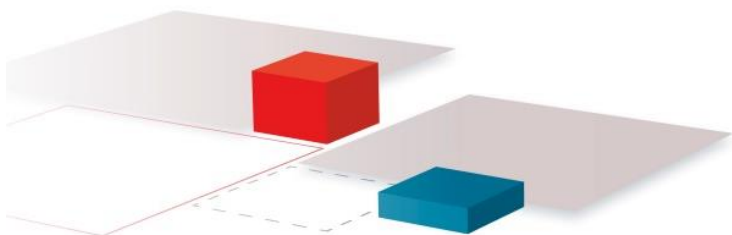
**DIRECTION DE LA BANQUE DES TERRITOIRES**  
**DIRECTION DU RESEAU ET DES TERRITOIRES**  
**DEPARTEMENT APPUI AUX TERRITOIRES**  
17 avenue Pierre Mendès-France  
75013 PARIS

## **Maintenance, hébergement et prestations de développement du site internet « COLLECTIV' FINANCES »**

*Affaire n°20255471*

---

### **Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)**



# Sommaire

<b>1. ELEMENTS DE CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
1.1. LES MISSIONS DE LA CAISSE DES DEPOTS .....	3
1.2. L'ETABLISSEMENT PUBLIC .....	4
1.3. LA DIRECTION CLIENTE.....	5
1.3.1. <i>La Direction du Réseau et des Territoires (DRT)</i> .....	5
1.3.2. <i>Missions et actions du Département Appui aux Territoires (DAT)</i> .....	5
1.4. CONTEXTE PRECIS DE LA PRESTATION.....	5
<b>2. OBJECTIFS DE LA PRESTATION FORFAITAIRE .....</b>	<b>6</b>
2.1. PRESENTATION DE LA PRESTATION .....	6
2.1.1. <i>Détails de la prestation</i> .....	6
2.1.2. <i>Durée de la prestation</i> .....	8
2.1.3. <i>Livrables</i> .....	8
2.2. PRESTATIONS A BON DE COMMANDE .....	9
2.2.1. <i>Définition</i> .....	9
2.2.2. <i>Unité d'œuvre 1 : Réalisation d'évolution</i> .....	9
2.2.3. <i>Réalisation : Unité d'œuvre 2 : Organisation de tests utilisateurs</i> .....	10
2.2.4. <i>Réalisation : Unité d'œuvre 3 : Performance du service</i> .....	10
2.2.5. <i>Livrables</i> .....	10
<b>3. MODALITES TECHNIQUES .....</b>	<b>11</b>
3.1. MODALITES D'INTEGRATION .....	11
3.1.1. <i>UI : cohérence avec l'identité Banque des Territoires et mise en conformité avec les obligations d'accessibilité</i> .....	11
3.1.2. <i>Performance / SEO</i> .....	11
3.1.2.1. <i>Matomo</i> .....	11
3.1.3. <i>Gestion des utilisateurs</i> .....	12
3.1.4. <i>Modalités de sécurité des données</i> .....	12
3.1.4.1. <i>Gestion d'accès à la plateforme</i> .....	12
3.1.4.2. <i>Hébergement de la plateforme</i> .....	12
3.1.4.3. <i>L'intégrité et la confidentialité des données</i> .....	12
3.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	13
<b>4. REALISATION DE LA MISSION .....</b>	<b>14</b>
4.1. ORGANISATION PROJET.....	14
4.2. PLANNING.....	14
<b>5. COMPETENCES REQUISES .....</b>	<b>14</b>
<b>6. EXECUTION.....</b>	<b>15</b>
6.1. ACCES AU SERVICE .....	15
6.2. INTEGRITE ET CONFIDENTIALITE DES DONNEES .....	15
6.3. SUIVI DES CONNEXIONS.....	15
6.4. SAUVEGARDES ET CONTINUITE DE SERVICE .....	15
6.5. GESTIONNAIRE DES CONTRAINTES DE SECURITE .....	16

# 1. ELEMENTS DE CONTEXTE

---

Le Groupe est constitué de la Caisse des Dépôts – établissement public créé par la loi de 1816 qui assure des missions historiques au service de l'intérêt général –, et de filiales et participations stratégiques qui interviennent dans le domaine concurrentiel. Placée sous la surveillance et la garantie du Parlement, la Caisse des Dépôts est la seule institution financière en Europe à pouvoir se prévaloir de la protection du Parlement.

## 1.1. Les missions de la Caisse des Dépôts

---

La Caisse des Dépôts est un établissement financier public qui remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques. Ces missions lui sont confiées par la loi. Gestionnaire de confiance pour le compte de tiers, investisseur et prêteur de long terme, la Caisse des Dépôts facilite la réalisation de projets innovants, durables et solidaires et participe au développement économique du pays.

Avec l'arrivée en 2020 du groupe la Poste au sein du groupe Caisse des Dépôts, celui-ci devient le premier pôle financier public français, l'un des plus importants au monde.

Organisé autour de 5 métiers, il s'engage au quotidien à réduire les inégalités sociales et territoriales.

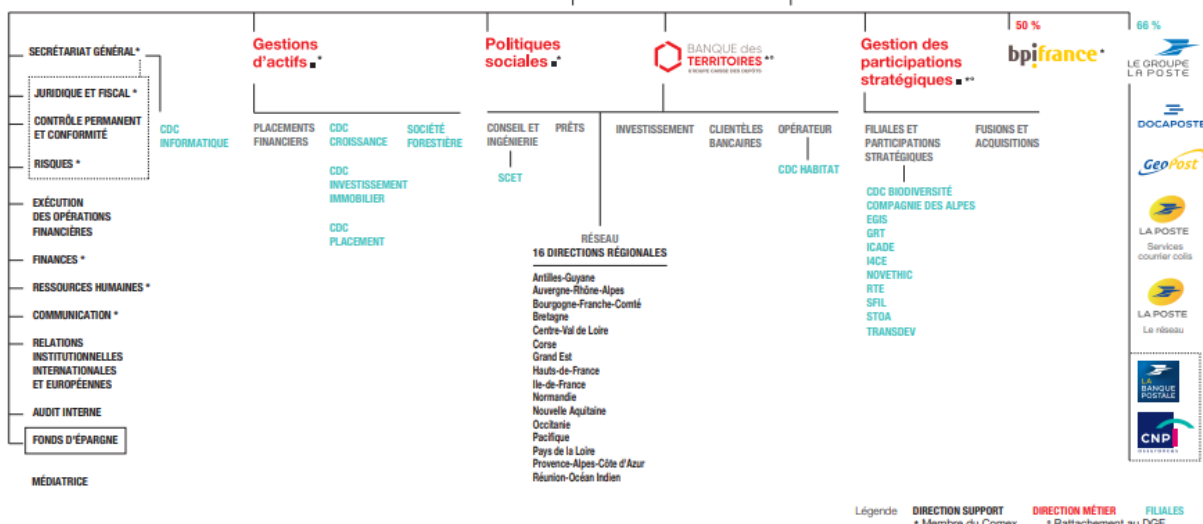
**Le soutien aux projets des territoires : La Banque des Territoires** conseille, finance, opère tous les projets auprès des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques pour des territoires plus durables, inclusifs, attractifs et connectés ;

**Le financement des entreprises : Bpifrance** accompagne les entreprises avec un continuum de financement (prêts, garanties, prises de participation, conseil et accompagnement) à toutes les étapes de leur développement, en France et à l'international ;

**Politiques sociales**, métier historique de gestionnaire de mandats publics, la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle est aussi en charge du nouveau Compte personnel de formation ;

**La gestion des actifs** permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ;

**Gestion des participations stratégiques**, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent ses missions d'intérêt général (Transdev, Egis, Icade, Compagnie des Alpes, RTE...).



Pour plus d'informations : [www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)

## 1.2. L'établissement public

Le Groupe compte près de 120 000 collaborateurs dont 6 500 pour l'Établissement public.

### ➤ Les directions opérationnelles :

- La Banque des Territoires composée de :
  - ✓ La direction des clientèles bancaires
  - ✓ La direction de l'investissement
  - ✓ La direction des prêts
  - ✓ La direction du réseau
  - ✓ La Scet
  - ✓ CDC Habitat
- Bpifrance
- La direction des gestions d'actifs
- La direction des politiques sociales
- La direction de la gestion des participations stratégiques
- Le Groupe La Poste

### ➤ Les fonctions transversales :

- Le Secrétariat Général du Groupe
- La direction des finances
- La direction des ressources humaines du Groupe
- La direction juridique et fiscale et services associés
- La direction des relations institutionnelles internationales et européennes
- La direction de l'audit interne du Groupe
- La direction des risques du Groupe
- La direction du contrôle permanent et de la conformité du Groupe
- La direction de la communication du Groupe
- Le fonds d'épargne
- La Caisse générale, direction de l'exécution des opérations financières.

Pour plus d'informations : [www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

## 1.3. La Direction cliente

---

### 1.3.1. La Direction du Réseau et des Territoires (DRT)

La Direction du Réseau et des Territoires déploie l'offre de la Banque des Territoires au niveau local en s'appuyant sur des 16 Directions Régionales. Elle mobilise les savoir-faire ainsi que les expertises territoriales de ses équipes pour répondre aux besoins et attentes des clients de la Banque des Territoires.

Présentes sur 38 sites, en métropole ainsi qu'en outre-mer, les directions régionales accompagnent les projets de développement portés par les clients (collectivités locales, organismes de logement social, professions juridiques, entreprises publiques locales, secteur associatif, universités,) sur le territoire.

Au sein de la Banque des Territoires, la Direction du Réseau assure des fonctions commerciales, de représentation et de développement territorial pour le compte de la Caisse des Dépôts. Elle est structurée en trois départements :

- L'appui aux territoires (V. ci-dessous) ;
- Le pilotage et l'appui au réseau ;
- Le pilotage et la performance opérationnelle.

### 1.3.2. Missions et actions du Département Appui aux Territoires (DAT)

Le DAT développe des services à destination des associations d'élus et des acteurs locaux ainsi qu'aux Directions Régionales afin de contribuer au développement de tous les territoires, de répondre aux enjeux territoriaux prioritaires et de renforcer l'offre de la Banque des Territoires. Le DAT contribue aussi à décrypter les évolutions des besoins des territoires. Il est structuré autour des services suivants :

- Territoires Conseils : Ce service conseille aux côtés des Directions Régionales les collectivités et les acteurs territoriaux. Il finance une ingénierie opérationnelle destinée à accélérer les projets de transformation des territoires en lien avec le plan stratégique de la Banque des Territoires.
- L'information territoriale : le service édite le média en ligne Localtis dédié à l'actualité des territoires et organise les relations partenariales avec 30 associations de collectivités, d'élus ou d'experts du secteur public local.
- Les Programmes ACV / Plan commerce et foncières et PVD : le DAT assure le pilotage des programmes, assure le déploiement et l'animation auprès des Directions Régionales.
- La coordination et la capitalisation : le service assure les fonctions supports pour le compte des autres services du département. Il gère le pilotage financier, budgétaire, le suivi d'activité et le reporting de l'ensemble des métiers qui composent l'offre du DAT.

Le Groupe est constitué de la Caisse des Dépôts – établissement public créé par la loi de 1816 qui assure des missions historiques au service de l'intérêt général –, et de filiales et participations stratégiques qui interviennent dans le domaine concurrentiel. Placée sous la surveillance et la garantie du Parlement, la Caisse des Dépôts est la seule institution financière en Europe à pouvoir se prévaloir de la protection du Parlement.

## 1.4. Contexte précis de la Prestation

---

En matière d'accompagnement financier, la Banque des Territoires développe un outil digital sur une plate-forme externalisée : « **Collectiv'Finances** ». Il est accessible à l'adresse URL suivante :

[www.collectivfinances-bdt.fr](http://www.collectivfinances-bdt.fr)

Cet outil remplace « solidaires.com » créé en 2002, qui a permis d'accompagner financièrement les collectivités locales dans le cadre de la mise en œuvre des différentes réformes territoriales. Eu égard les évolutions législatives, budgétaires et fiscales, l'outil « solidaires.com » n'est plus adapté aux nouvelles attentes des collectivités locales.

Toutes les collectivités territoriales de type communes, EPCI et leurs bras armés peuvent créer un compte sur Collectiv'Finances et utiliser les fonctionnalités décrites ci-dessous. Chaque collectivité dispose d'un identifiant et d'un mot de passe lui permettant, par la suite, de réutiliser l'outil en fonction de nouvelles données financières

Les fonctionnalités de Collectiv'Finances sont disponibles aux utilisateurs inscrits et connectés à la plateforme. Elles s'articulent autour de trois axes :

- **La prospective budgétaire** : l'outil permet de modéliser l'évolution des charges et recettes de fonctionnement sur une période définie par la collectivité et de pouvoir déterminer les grands ratios de gestion : évolution de l'épargne brute, analyse du taux d'épargne, calcul de la capacité de désendettement.
- **La modélisation financière de projet** : Collectiv'Finances permet de modéliser un ou plusieurs projets d'investissement, en dépenses comme en recettes. Un onglet relatif à la dette permet d'extraire les tableaux d'amortissement (capital et intérêts). Enfin la modélisation financière prend en compte l'impact de l'investissement sur la section de fonctionnement du budget de la collectivité.
- **Le plan pluriannuel d'investissement** : il agrège la prospective budgétaire et la modélisation financière de projet afin de sécuriser la trajectoire d'investissement de la collectivité. Il mesure les principaux ratios de gestion et détermine le besoin de financement en fonction des projets d'investissement déclinés précédemment. La plus-value réside dans la sortie de graphes didactiques permettant aux collectivités de disposer d'une lecture analytique de leur situation budgétaire et financière.

Des synthèses des trois axes sont disponibles avec des champs textes éditables et téléchargeables via la plateforme.

Pour les collectivités locales dont la population est inférieure à 5000 habitants (moins de 50 000 habitants pour les EPCI) peuvent bénéficier d'un accompagnement gratuit dans le cadre de Rural Consult, dans la prise en main de l'outil, l'analyse de la cohérence des éléments financiers intégrés par la collectivité et la synthèse conclusive permettant d'interpréter les résultats obtenus.

## 2. OBJECTIFS DE LA PRESTATION FORFAITAIRE

---

### 2.1. Présentation de la prestation

---

#### 2.1.1. Détails de la prestation

La prestation a pour objet de reprendre la maintenance et l'hébergement d'un outil informatique existant. La prestation ne retiendra pas de proposition d'outil SaaS.

Elle comprend donc une étape de **reprise d'antériorité**, impliquant :

- Un audit des fonctionnalités actuelles (structure du site, évaluation des performances, vérification de la sécurité, examen des sauvegardes et procédures de restauration)
- Transfert de données et du code source : le Titulaire actuel fournira un inventaire complet des données et de la documentation à transférer afin d'assurer la bonne reprise en main de l'outil. Le transfert des données doit être effectué via un canal sécurisé, et une vérification de l'intégrité des données devra être réalisée après le transfert. Des interactions pourront avoir lieu entre le Titulaire actuel et le nouveau Titulaire.
- Une documentation complète du processus de migration, y compris les plans de migration, les rapports de validation et les procédures de récupération en cas de problème.
- Tests de reprise afin de s'assurer que le site fonctionne correctement après reprise

Une fois cette phase de reprise d'antériorité réalisée, il sera demandé au Titulaire de maintenir l'outil en condition opérationnelle jusqu'à la fin de la première année calendaire de marché. Pendant celle-ci des ajustements / évolutions pourront lui être demandées via des prestations à bon demande détaillée ci-dessous.

Dans le cadre de la reprise de l'outil, des tests d'intrusion peuvent être effectués sur la Plateforme proposée par le Titulaire. Le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur s'accordent sur la date, l'organisation et tout autre élément nécessaire pour effectuer ces tests. Le Pouvoir Adjudicateur prend financièrement en charge ces tests.

Les résultats de ces tests d'intrusion sont présentés au Pouvoir Adjudicateur et au Titulaire par l'entreprise les ayant effectués. Sur cette base, le Titulaire s'engage à effectuer les corrections et démarches d'amélioration demandées, de manière à optimiser le niveau de sécurité de sa Plateforme, dans les mêmes conditions que celles prévues pour Vérification de service régulier (VSR).

**A titre récurrent**, la prestation devra fournir les services suivants :

- **L'assistance téléphonique** avec l'accès au support utilisateur durant les heures ouvrées
- **La maintenance du site**
  - Maintenance corrective (MCO) :
    - Les mises à jour nécessaires en termes de sécurité et de fonctionnalités
    - Les correctifs d'anomalies (procédure de traitement attendue est détaillée au point 2.1.3)
    - La gestion des incidents selon les procédures d'escalade conformes aux attendus Banque des Territoires (cf Livrables)

Le titulaire doit utiliser des logiciels stables bénéficiant d'un suivi des correctifs de sécurité et paramétrés de façon à obtenir un niveau de sécurité optimal. Il devra définir des délais de réponse et de résolution pour les incidents de sécurité et inclure des plans de continuité et de reprise après un sinistre.

- Maintenance évolutive (intégrant la maintenance réglementaire) avec les évolutions mineures (ajustements n'affectant pas l'architecture ou les fonctionnalités de manière significative). Une version mineure est destinée, suivant les cas, à apporter des corrections d'anomalies et/ou des améliorations de performances du Logiciel et/ou des évolutions réglementaires et/ou la mise à jour du Logiciel en cas d'évolution de l'Environnement et/ou du système d'exploitation de l'Acheteur. Le Titulaire fournit à l'Acheteur, en même temps que la Version Mineure, la Documentation associée à cette Version Mineure ainsi qu'un rapport technique expliquant l'impact de cette Version Mineure.
- **L'hébergement du site**
  - La mise en place de l'hébergement (recette, environnement de préproduction et de production)
  - *Information sur le type d'hébergement (hébergement mutualisé, dédié ou serveur cloud )*
  - *Capacité de performance attendues*
  - *Mesures de sécurité requises (pare-feu, certificats SSL...)*
  - *Fréquence des sauvegardes*
  - *Disponibilité : accès au service 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24*

Le titulaire devra s'assurer que la collecte, la manipulation et le stockage des données sont conformes aux exigences légales françaises et européennes

La partie forfaitaire est prévue pour pouvoir supporter au moins 20 000 visites par an.

• **Gestion des comptes**

- Le Titulaire d'ores et déjà retenu pour cet accompagnement devra pouvoir s'authentifier à l'outil et disposer d'un accès administrateur lui permettant de réaliser les actions suivantes :
  - Valider la création des comptes des collectivités éligibles à son accompagnement
  - Accéder au listing des collectivités suivies
  - Accéder et modifier les données financières saisies pour chaque collectivité accompagnée
  - Accéder et modifier les synthèses
- La Banque des Territoires devra avoir un compte administrateur pour valider la création de compte pour toute collectivité demandeuse, accéder au listing des collectivités inscrites, accéder et modifier les données financières des collectivités inscrites ; accéder et modifier les synthèses ;

Concernant **le pilotage du projet**, le titulaire devra, en bonne intelligence avec le client :

- Organiser et participer aux réunions de suivi du projet
- Préparer les supports de réunion
- Rédiger les relevés de décision, et comptes-rendus

- Suivre l'avancement, évaluer les risques, prioriser ses actions et partager son planning

A titre ponctuel, la prestation pourra comprendre via bons de commandes des évolutions majeures (affectant structurellement le fonctionnement, l'architecture ou les fonctionnalités du site, la mise à jour de données).

En fin de prestation forfaitaire, le titulaire devra,

- Fournir une archive de l'ensemble des données et rapports et des documentations / guides et développements réalisés dans leur dernière version
- Transmettre le PV de destruction des données, notamment des données personnelles

Tous les développements liés à l'outil devront pouvoir être repris par les équipes de la Banque des Territoires afin d'en faciliter la maintenance et les évolutions fonctionnelles ultérieures.

La Banque des Territoires communique les éléments techniques relatifs au site *collectivfinances-bdt.fr* en annexe du présent CCTP.

### 2.1.2. Durée de la prestation

La prestation est établie pour une durée maximale de 24 mois, l'outil devant à terme être réinternalisé.

### 2.1.3. Livrables

Les livrables prévus pour cette prestation sont les suivants :

Documentation technique complète :

- Architecture du site
- Documentation du code source
- Manuel d'utilisation pour les administrateurs
- Plan de taggage permettant de suivre l'usage du service dans la console Matomo CDC

Rapport de tests de reprise :

- Résultats des tests de reprise
- Validation du bon fonctionnement du site après reprise
- Recommandations pour les ajustements nécessaire

Rapport de tests d'intrusion :

- Résultats des tests d'intrusion
- Recommandations pour les corrections et améliorations de sécurité
- Plan d'action pour la mise en œuvre des corrections

Plan de maintenance corrective et évolutive :

- Calendrier des mises à jour de sécurité et de fonctionnalités

- Procédures de traitement des anomalies
- Plan de gestion des incidents
- Délais de réponse et de résolution pour les incidents de sécurité

Rapport de fin de prestation :

- Archive complète des données, rapports, documentations et guides
- PV de destruction des données, notamment des données personnelles
- Documentation de reprise pour les équipes de la Banque des Territoires

Les supports et compte-rendu de réunion relatifs aux différentes comitologies.

## 2.2. Prestations à bon de commande

---

### 2.2.1. Définition

Pour accompagner la vie du produit et le faire évoluer pour répondre au mieux aux besoins des utilisateurs cibles, il s'agira de :

- Réaliser les évolutions majeures sur l'interface et mener la recette
- Réaliser des tests utilisateurs sur l'outil
- Et d'assurer le pilotage du projet pendant les prestations à bons de commande

Ces nouveautés seront apportées en fonction des retours utilisateurs. Les indicateurs à développer seront priorisés selon les besoins des collectivités et des collaborateurs internes.

Chaque Unité d'œuvre comprend la description de celle-ci ainsi qu'un volet pilotage de la réalisation.

### 2.2.2. Unité d'œuvre 1 : Réalisation d'évolution

En fonction du niveau de complexité du développement l'évolution à réaliser, le titulaire pourrait être amené à :

- Co-concevoir les évolutions auprès des utilisateurs et/ou parties prenantes
- Réaliser la maquette et le prototype (UX/UI)
- Evaluer l'impact des solutions avec la récolte des KPIs et l'analyse des résultats sur les solutions existantes
- Mener les le cas échéant paramétrages sur l'interface
- Mener les développements spécifiques et une recette :

Les Parties conviennent de réaliser une recette unitaire pour chaque développement spécifique de complexité moyenne ou forte et une recette d'intégration pour vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des briques fonctionnelles.

- Recette utilisateur : L'Acheteur procédera à la recette de chaque fonctionnalité concernée afin de vérifier sa conformité fonctionnelle et technique, sa bonne intégration, prise en compte du design system et respect des performances. En cas d'Anomalies Bloquantes, le Titulaire dispose d'un délai de dix jours ouvrés pour remédier aux dites Anomalies Bloquantes et demander à l'Acheteur de procéder à nouveau aux opérations de recette.
- Recette d'intégration : L'Acheteur procédera ensuite à une recette globale de l'ensemble des briques fonctionnelles, dite d'intégration.

A l'issue d'un délai de 15 jours, l'Acheteur signera le procès-verbal de recette. En cas de non-conformité aux éléments techniques, il en informera le Titulaire afin que celui-ci corrige sous 5 jours ouvrés maximum les non-conformités et représente le livrable informatique pour une nouvelle recette itérative. En cas de prononcé d'une recette avec réserves, l'Acheteur paie le coût correspondant au livrable concerné déduction faite d'une retenue d'un montant à

définir et tant que l'Acheteur ne peut pas prononcer la recette du fait de la persistance de réserves, il ne s'acquittera pas de la retenue restant due.

Pendant une période d'un mois, l'Acheteur procédera à la recette utilisateur métier. Au cas où des anomalies seraient constatées lors de cette phase de recette, l'Acheteur informera le Titulaire afin que ce dernier apporte les corrections nécessaires :

- La recette avec réserve sera prononcée en présence de 0 anomalie bloquante, 5 ou moins de 5 anomalies majeures et/ou 10 ou moins de 10 anomalies mineures
  - L'ajournement de la recette en présence d'anomalies bloquantes et ou plus de 5 anomalies majeure et/ ou 10 anomalies mineures.
- UO 1.1 : Complexité simple – environ 5 JH sur une période maximum de 3 semaines
  - UO 1.2 : Complexité moyenne – environ 10 JH sur une période maximum de 6 semaines
  - UO 1.3 : Complexité forte – environ 20 JH sur une période maximum de 10 semaines

### 2.2.3. Réalisation : Unité d'œuvre 2 : Organisation de tests utilisateurs

En fonction des fonctionnalités à tester au sein d'ateliers, le titulaire pourrait être amené à :

- Identifier un nombre d'utilisateurs suffisant pour la participation aux tests
  - Définir et mettre en place la stratégie de Tests (quali / quanti)
  - Confronter les maquettes aux équipes Banque des Territoires (Lab des Territoires, Pôle Ecosystème & Développement, Marketing Digital) et territoires (clients et partenaires via le Groupe Co) lors d'ateliers ou de sessions de tests
  - Réajuster des maquettes en fonction des retours obtenus lors de tests
- UO 2.1 : Panel d'utilisateur inférieur à 10 – 5 JH sur une période maximum de 2 semaines
  - UO 2.2 : Panel d'utilisateur supérieur à 10 – 10 JH sur une période maximum de 1 mois

### 2.2.4. Réalisation : Unité d'œuvre 3 : Performance du service

La partie forfaitaire est prévue pour pouvoir supporter 20 000 visites par an.

Si le nombre de visites devait excéder 20 000 visites par an, le titulaire devra adapter la plateforme pour qu'elle puisse supporter un nombre plus conséquent d'utilisateurs.

- UO 3.1 : Adaptation de la plateforme pour une performance de 20 000 à 30 000 utilisateurs annuels, sur une période maximum de 2 jours.
- UO 3.2 : Adaptation de la plateforme pour une performance de 30 000 à 50 000 utilisateurs annuels, sur une période maximum de 2 jours.

### 2.2.5. Livrables

La réalisation de ces différentes Unités d'œuvres implique la réalisation des livrables suivants :

- User story détaillés par parcours et cibles selon les points de contacts
- Storyboards / Wireframes / Maquettes de développement
- Code source des évolutions réalisées et la documentation technique associée
- Compte-rendu des phases de Tests et synthèse des retours utilisateurs
- Compte-rendu des recettes et procès-verbal de recette
- Recommandations post expérimentation
- Supports et comptes-rendus des réunions

## 3. MODALITES TECHNIQUES

---

### 3.1. Modalités d'intégration

---

#### 3.1.1. UI : cohérence avec l'identité Banque des Territoires et mise en conformité avec les obligations d'accessibilité

Le service respectera l'UI et la charte graphique de la Banque des Territoires, qui s'appuie sur la charte Pollen de la Plateforme Banque des Territoires. Une réunion de cadrage sera réalisée avec le titulaire du marché pour en préciser les modalités.

Un design system est un ensemble de ressources servant à concevoir tous produits ou services digitaux d'une entreprise de manière homogène, accessible par tous, sur une plateforme unique.

La Plateforme Banque des Territoires s'est dotée d'un Design accessible publiquement à l'url suivante : <https://pollen.banquedesterritoires.fr/>

Mention Accessibilité RGAA : les éléments et composants maquetés sous forme de wireframes devront respecter les exigences techniques et méthodologiques en matière d'accessibilité numérique

Suite aux paramétrages et actions effectuées en back-office, les éléments affichés et les composants mis à disposition en front office devront respecter les exigences techniques et méthodologiques en matière d'accessibilité numérique

Sur cette base, le Titulaire s'engage à effectuer les corrections et démarches d'amélioration demandées, de manière à respecter l'accessibilité RGAA de sa plateforme, dans les mêmes conditions que celles prévues pour vérification de service régulier (VSR).

#### 3.1.2. Performance / SEO

Globalement, il est attendu des niveaux de performance, aussi bien pour la partie publique que pour la partie privée, en lien avec les exigences actuelles des utilisateurs de services digitaux.

La solution retenue devra obtenir pour toutes ses pages des scores supérieurs à 90 sur l'ensemble des critères de l'outil d'audit gratuit Lighthouse. Aucun des sous critères de chacune des catégories de l'outil d'audit ne devra se situer sous le niveau "Vert" proposé par l'outil. Les indications de modifications faites par l'outil d'audit (rouge et orange) devront être suivies sauf justification apportée par le Titulaire et validée par la Banque des Territoires.

##### 3.1.2.1 Matomo

La plateforme Banque des territoires utilise pour effectuer la mesure de la performance des services déployés un outil Open source conforme à la réglementation européenne concernant l'E-privacy et le RGPD, ci-après nommé Matomo.

Afin de respecter les obligations concernant la collecte des données personnelles le Titulaire s'engage à intégrer exclusivement cet outil mis à disposition par ICDC pour permettre la mesure de la performance digitale.

### 3.1.3. Gestion des utilisateurs

Pour le volet connecté du service, l'accès à l'interface se fait de façon sécurisée via la saisie d'un login – password. La gestion des droits de connexion sera assurée par le Titulaire technique de la plateforme.

Il faudra que les fonctionnalités suivantes soient présentes :

- Gérer les demandes des communes,
- Gérer les demandes des EPCI et satellites
- Gérer les désinscriptions des comptes non utilisés
- Analyser les usages pour faciliter le onboarding et prioriser des évolutions
- Possibilité de modifier ses données personnelles
- Le titulaire mettra en avant tout élément relatif au workflow d'habilitation et à la Politique de gestion et sécurisation des mots de passe (PGMP)

### 3.1.4. Modalités de sécurité des données

#### 3.1.4.1 Gestion d'accès à la plateforme

Le Titulaire doit sécuriser les accès à la plateforme et mettre à disposition une gestion des identités et habilitations de chaque utilisateur. Les mots de passe sont entièrement confidentiels.

Le premier mot de passe fourni doit obligatoirement être changé par l'utilisateur dès sa première connexion, conformément à la Directive relative à la Gestion des Mots de Passe . Cela inclut une politique de gestion des mots de passe avec des règles sur la longueur minimale et la complexité. Les éléments de robustesse par défaut pour l'ensemble des environnements sont les suivants :

- Longueur : minimale 9 caractères / pas de limite maximale
- Complexité : au moins 3 catégories parmi : minuscule, majuscule, chiffre,
- caractère spécial
- Caractère aléatoire : un mot de passe doit être généré avec un générateur garantissant son caractère aléatoire.
- Expiration : 12 mois
- Historique : retenir les 2 mots de passe précédents
- Verrouillage : Temps d'attente exponentiel entre deux échecs sans blocage
- Stockage : fonction de hachage robuste

#### 3.1.4.2 Hébergement de la plateforme

Le Titulaire s'engage à proposer un hébergement des données dans un cloud qui garantisse l'immunité contre toute réglementation extracommunautaire :

- Le stockage et le traitement des données doivent être effectués chez des hébergeurs européens et sur des sites localisés au sein de l'Union Européenne (UE),

#### 3.1.4.3 L'intégrité et la confidentialité des données

Le Titulaire doit garantir la confidentialité et l'intégrité des données stockées, échangées et en cours d'utilisation sur sa plateforme.

L'Acheteur pourra faire procéder par lui-même ou par un organisme de son choix à des tests d'intrusion et de corruption sur les données contenues dans la Plateforme ;

Le cloisonnement des données

Le Titulaire s'engage à isoler son activité d'hébergement pour le compte de l'Acheteur, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité.

En l'absence d'une authentification forte, le Titulaire s'engage à cloisonner les données de chaque utilisateur de la solution même si plusieurs utilisateurs appartiennent à la même collectivité territoriale ou établissement public.

### 3.2. Protection des données à caractère personnel

---

Le Titulaire garantit qu'il traite les Données par des moyens sérieux et licites, conformes à sa déontologie professionnelle et aux réglementations en vigueur, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, et qu'il a mis en œuvre des procédures sérieuses et adaptées pour assurer la sécurité des Données.

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Acheteur demeure le responsable de traitement, le Titulaire n'agissant qu'en qualité de sous-traitant au sens des dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire doit veiller à ce que lui-même, ses sous-traitants et ses employés agissent à tout moment conformément aux instructions de l'Acheteur.

Lorsque le Titulaire effectue une opération de traitement de données, il s'engage à :

- n'agir que sur instruction de l'Acheteur ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées conformément aux lois sur la protection des données personnelles et aux bonnes pratiques édictées par l'industrie contre tout traitement non autorisé ou illégal de données personnelles et contre toute perte accidentelle, destruction, altération, divulgation, et tout autre type de dommage portant sur les Données Personnelles permettant de maintenir l'intégrité des Données Personnelles ;
- notifier rapidement à l'Acheteur les modifications proposées concernant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles qui ont été mises en place ayant une incidence sur les Données Personnelles ;
- notifier rapidement toute faille aux mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- mettre en œuvre toutes les instructions de l'Acheteur qui ont pour but de veiller à la conformité des mesures de sécurité techniques et organisationnelles avec les lois de protection des Données Personnelles.

Le Titulaire doit mettre à disposition une gestion des traces techniques et applicatives.

Le candidat décrit les dispositifs de trace et précise les types d'événements pouvant donner lieu à des traces, le niveau de granularité et les modalités de consultation.

Le Titulaire documente et met en œuvre une politique de sauvegarde et de restauration des données sous sa responsabilité dans le cadre du service.

Le Titulaire documente et met en œuvre une procédure permettant de tester régulièrement la restauration des sauvegardes.

## 4. REALISATION DE LA MISSION

---

### 4.1. Organisation projet

---

Un chef de projet, interlocuteur privilégié du Titulaire, est désigné par la Banque des Territoires. Il est attendu que le Titulaire désigne également un chef de projet dès le début de la prestation.

### 4.2. Planning

---

**Date prévisionnelle de démarrage de la prestation :** Mars 2026

## 5. COMPETENCES REQUISES

---

Afin de mener à bien l'intégralité de la mission, le Titulaire devra s'appuyer sur les compétences suivantes :

- 1) **Expertise technique de projet et capacité technique**
- 2) **Disposer de références dans le domaine de la finance des collectivités**
- 3) **Être en capacité d'assurer une couverture fonctionnelle du Produit Logiciel**
  - a. Disposer d'un module de gestion de données :
    - i. Gérer la validation de la donnée avec trois niveaux : donnée brute, corrigée et validée
    - ii. Assurer le contrôle de cohérence des données : réception conforme, intégrité, cohérence statistique des données
    - iii. Rapprochement avec des dictionnaires de données
  - b. Démontrer une capacité d'intégration d'une grande variété de formats de données :
    - i. Reprise de fichier Excel, XLM, CSV, PDF,
    - ii. Intégration bases de données open source
    - iii. API de calcul externes
- 4) **Avoir des compétences UX / UI**
  - a. Démontrer des capacités de maquettage UI / UX pour les évolutions à apporter pour l'outil pendant la phase de run
  - b. Être en capacité de retranscrire les interfaces UX / UI à partir des maquettes fournies au début de la prestation ou produites pendant la phase de run

Le Titulaire pourra s'appuyer sur différentes entités afin de créer un ensemble permettant de rassembler toutes ces compétences.

## 6. EXECUTION

---

### 6.1. Accès au service

---

Les modalités de l'accès au service par les clients (front) ainsi que les collaborateurs de la Banque des Territoires (back) seront déterminées ensemble avec l'équipe de la Banque des Territoires. L'accès au service des utilisateurs de Collectiv'Finances est prévu via leurs comptes sur la plateforme.

Le Titulaire prévoit une sécurisation adéquate du service pour assurer la confidentialité des informations (stockage et transfert).

L'accès au service est réservé aux personnes désignées par l'Acheteur.

L'accès au service par le Pouvoir Adjudicateur se fait a minima depuis les postes informatiques dans ses locaux. Dans le cas de la Caisses des Dépôts et pour les Directions Régionales, Google Chrome est le navigateur par défaut installé sur les postes.

Le Titulaire prévoit une sécurisation adéquate du service pour assurer la confidentialité des informations (stockage et transfert).

### 6.2. Intégrité et confidentialité des données

---

La transmission des informations de l'Acheteur doit se faire sous contrainte d'un engagement de confidentialité rigoureux. Elles ne devront être utilisées qu'aux fins de la prestation demandée. L'intégrité et la confidentialité des données sont des éléments essentiels sur cette prestation. De ce fait :

- Les échanges effectués par le service du Titulaire devront faire l'objet de protocoles sécurisés.
- La sécurité des données doit être prise en compte afin de garantir qu'aucune information confidentielle ne puisse être interceptée.
- L'Acheteur pourra faire procéder par lui-même ou par un organisme de son choix à des tests d'intrusion et de corruption sur les données contenues dans le service.
- Le fichier structuré des données en open data traitées pour les besoins du service seront transmises à la Banque des Territoires à la fin de la mission.
- Les données renseignées par la Banque des Territoires ne seront pas conservées.

### 6.3. Suivi des connexions

---

L'Acheteur souhaite pouvoir suivre tout accès effectué sur le service. Toute action dans le service doit pouvoir être retracée. A ce titre, le Titulaire sera soumis aux obligations mentionnées dans le CCAP valant Acte d'Engagement s'agissant des traces contenant des données à caractère personnel.

### 6.4. Sauvegardes et continuité de service

---

Il n'est prévu aucune sauvegarde des données fournies par le client. Le service fourni par la Plateforme du Titulaire doit continuellement être accessible par le Pouvoir Adjudicateur. Le Titulaire précise dans sa note méthodologique les moyens mis en œuvre pour assurer la continuité de service (Plan d'Urgence et de Poursuite de l'Activité – PUPA, etc.).

## 6.5. Gestionnaire des contraintes de sécurité

---

L'Acheteur a mis en place un processus de suivi de la sécurité de ses applications informatiques, décliné de la manière suivante dans le cas de l'utilisation d'un service technique :

- Toute proposition de marché implique que le Titulaire joigne à sa proposition un document de présentation de sa politique de sécurité.  
Ce document, mis à disposition, est à renseigner obligatoirement et se compose d'une série de questions. Il permet de préparer le lancement du volet informatique du marché. Tout autre document propre au Titulaire pourra également être joint à son offre s'il est apte à éclairer le pouvoir adjudicateur sur les moyens mis en œuvre pour protéger les informations que sa Plateforme traite.
- Suite à la notification, le Titulaire rencontre les services de l'Acheteur en charge de la sécurité de l'information afin de préciser certaines réponses apportées dans le questionnaire grâce à une approche par les risques.
- Dans le cadre de la recette, des tests d'intrusions peuvent être effectués sur la Plateforme proposée par le Titulaire. Le Titulaire et l'Acheteur s'accordent sur la date, l'organisation et tout autre élément nécessaire pour effectuer ces tests. L'Acheteur prend financièrement en charge ces tests.  
Les résultats de ces tests d'intrusion sont présentés à l'Acheteur et au Titulaire par l'entreprise les ayant effectués.

Sur cette base, le Titulaire s'engage à effectuer les corrections et démarches d'amélioration demandées, de manière à optimiser le niveau de sécurité de sa Plateforme, dans les mêmes conditions que celles prévues pour vérification de service régulier (VSR).

## ANNEXE

Données techniques relatives à collectivfinances-bdt.fr

### **Collectiv'Finances : Backend**

- PHP :

- ☐ Le code est basé sur PHP 8.2.29 64 bits
- ☐ Date de sortie 1<sup>re</sup> version : Août 2022
- ☐ Support actif jusqu'au 31 12 2024
- ☐ Support de sécurité jusqu'au 31 12 2026

- Symfony : Framework PHP

- ☐ Version v5.4.50
- ☐ Date de sortie : 2022
- ☐ Fin de correction des bugs : 11 2024
- ☐ Fin de correction des bugs de sécurité : 02 2029

- Doctrine ORM v2.17 : Utilisé pour la gestion des entités et de la base de données

- MariaDB : SGBD Base de données relationnelle v10.11

- SQL : V15.1

- ☐ Support étendu / sécurité : jusqu'en février 2027

- Bibliothèques principales :

knplabs/knp-snappy-bundle  
phpoffice/phpspreadsheet  
symfony/apache-pack  
symfony/dotenv  
symfony/flex  
symfony/form  
symfony/mailer  
symfony/security-bundle  
symfony/stimulus-bundle  
symfony/twig-bundle  
symfony/yaml  
pdf-merger-bundle  
twigExtensions PHP requises pour le fonctionnement du projet:  
apcu, bz2, curl, gd, intl, json, mbstring, PDO, zip, xml, phar, fileinfo

- Système support:

- ☐ Linux 6.1.0-13-amd64
- ☐ Debian 6.1.55-1

### **Collectiv'Finances : Frontend**

- Structure & moteur de rendu

- ☐ Twig : moteur de templates pour générer les vues côté serveur.
- ☐ Npm : outil de gestion et d'optimisation des assets (jQuery, js, css, images).

- Frameworks & UI

- ☐ Bootstrap v5.3
- ☐ jQuery v3.7

- Autres bibliotheques : summernote...
- Visualisation & fonctionnalites avancees
  - Graphiques et visualisation : chartJS, moment
  - Tableaux et calendriers : footable, daterangepicker
  - Interactions specifiques : sweetalert (popups), toastr (notifications)